

8.4.3. Les documents prévus au 4.2.3. et 4.2.4., sont conservés pendant les périodes fixées par le directeur général de l'administration de l'aéronautique.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 12 septembre 1991.

Le Ministre des Communications,  
J.-L. DEHAENE

8.4.3. De in 4.2.3. en 4.2.4. vermelde bescheiden worden gedurende de door de directeur-generaal van het bestuur der luchtvaart vastgestelde termijnen bewaard.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 12 september 1991.

De Minister van Verkeerswezen,  
J.-L. DEHAENE

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 91 — 3197

30 OCTOBRE 1991. — Arrêté royal déterminant le montant des droits et redevances perçus en application de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, modifiée par les lois du 29 juillet 1934, du 4 mai 1936, du 6 juillet 1978 et du 30 janvier 1991, notamment l'article 28;

Vu l'arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, modifiée par les lois du 29 juillet 1934, du 4 mai 1936, du 6 juillet 1978 et du 30 janvier 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que les nouvelles dispositions légales et réglementaires sur les armes et les munitions sont d'application depuis le 1er octobre 1991;

Considérant que les dispositions relatives aux droits et redevances perçus à cette occasion doivent être fixées sans retard;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre du Budget, de Notre Ministre des Affaires économiques et de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par « l'arrêté » : l'arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions.

**Art. 2. § 1er.** Les droits à payer lors de l'introduction des demandes d'agrément visées à l'arrêté sont fixés comme suit :

1° Pour une demande d'agrément portant sur la fabrication, la réparation, le stockage, le commerce ou le courtage d'armes à feu de défense, de chasse et de sport, ou de panoplie : un montant de 10 000 francs.

2° Pour une demande d'agrément portant sur la fabrication, la réparation, le stockage, le commerce ou le courtage d'armes à feu de guerre, de défense, de chasse et de sport ou de panoplie : un montant de 15 000 francs.

3° Pour une demande d'agrément portant sur la tenue d'un musée ou d'une collection à caractère historique d'armes et de munitions de guerre et de défense : un montant de 4 000 francs.

4° Pour une demande d'agrément portant sur la tenue d'un musée ou d'une collection à caractère historique de munitions de guerre et de défense : un montant de 1 500 francs.

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 91 — 3197

30 OKTOBER 1991. — Koninklijk besluit tot bepaling van het bedrag van de rechten en retributies die geheven worden in toepassing van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, gewijzigd door de wetten van 29 juli 1934, 4 mei 1936, 6 juli 1978 en 30 januari 1991, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 september 1991 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, gewijzigd door de wetten van 29 juli 1934, 4 mei 1936, 6 juli 1978 en 30 januari 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de nieuwe wets- en verordeningsbepalingen betreffende de wapens en munitie sedert 1 oktober 1991 van toepassing zijn;

Overwegende dat de bepalingen met betrekking tot rechten en retributies die geheven worden in dit geval onverwijld moeten worden bepaald;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Begroting, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Economische Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder « het besluit » : het koninklijk besluit van 20 september 1991 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie.

**Art. 2. § 1.** De rechten die moeten worden betaald bij de indiening van de in het besluit bedoelde aanvragen, worden als volgt vastgesteld :

1° Voor de aanvraag tot erkenning die betrekking heeft op de vervaardiging, de herstelling, of de opslag van, alsook op de handel of de makelarij in verweervuurwapens, in jacht- en sportwapens of in wapens voor wapenrekken : een bedrag van 10 000 frank.

2° Voor de aanvraag tot erkennig die betrekking heeft op de vervaardiging, de herstelling, of de opslag van, alsook op de handel of de makelarij in oorlogsvuurwapens, in verweervuurwapens, in jacht- en sportwapens of in wapens voor wapenrekken : een bedrag van 15 000 frank.

3° Voor de aanvraag tot erkenning die betrekking heeft op het openhouden van een wapenmuseum of het bezit van een verzameling oorlogs- en verweervwapens met historische waarde en van munitie voor wapens : een bedrag van 4 000 frank.

4° Voor de aanvraag tot erkenning die betrekking heeft op het openhouden van een museum van munitie voor oorlogs- en verweervwapens of het bezit van een dergelijke verzameling met historische waarde : een bedrag van 1 500 frank.

§ 2. Les droits à payer lors de la délivrance des agréments visés à l'arrêté sont fixés comme suit :

1° Pour un agrément portant sur la fabrication, la réparation, le stockage, le commerce ou le courtage d'armes à feu de défense, de chasse et de sport, ou de panoplie : un montant de 10 000 francs.

2° Pour un agrément portant sur la fabrication, la réparation, le stockage, le commerce ou le courtage d'armes à feu de guerre, de défense, de chasse et de sport ou de panoplie : un montant de 15 000 francs.

3° Pour un agrément portant sur la tenue d'un musée ou d'une collection à caractère historique d'armes et de munitions de guerre et de défense : un montant de 4 000 francs.

4° Pour un agrément portant sur la tenue d'un musée ou d'une collection à caractère historique de munitions de guerre et de défense : un montant de 1 500 francs.

§ 3. Les droits à payer lors de la délivrance des autorisations et des permis visés à l'arrêté sont fixés comme suit :

1° Pour une autorisation de détention d'une arme de défense : un montant maximum de 1 350 francs.

2° Pour une autorisation de détention d'une arme de guerre : un montant de 2 000 francs.

3° Pour un permis de port d'arme de défense et pour une demande de renouvellement de celui-ci : un montant de 3 000 francs.

4° Pour une autorisation de possession d'un dépôt d'armes de défense ou de guerre : un montant de 5 000 francs.

Art. 3. Les droits visés à l'article 2, à l'exception des droits visés à l'article 2, § 3, 1°, sont acquittés en timbres fiscaux.

Les droits visés à l'article 2, § 3, 1°, sont acquittés de la manière suivante :

- 1° 1 000 francs auprès de l'administration communale concernée;
- 2° 350 francs en timbres fiscaux.

Aux droits visés à l'article 2, §§ 1 et 2, la commune sur le territoire de laquelle s'exerce l'activité faisant l'objet de l'agrément peut percevoir un droit additionnel de 10 % maximum du montant indiqué.

Aux droits visés à l'article 2, §§ 1 et 2, ainsi qu'aux droits visés à l'article 2, § 3, 2° à 4°, la province sur le territoire de laquelle s'exerce l'activité faisant l'objet de l'agrément peut percevoir un droit additionnel de 10 % maximum du montant indiqué.

Les montants visés à l'article 2, § 1, 1° et 2°, et § 2, 1° et 2°, sont réduits de moitié lors de la demande et de la délivrance d'un agrément pour une activité faisant déjà l'objet d'un agrément dans une autre province.

Les droits perçus ne sont pas restitués en cas de déclaration d'irrecevabilité, de rejet, de suspension, de retrait ou de limitation des agréments ou des autorisations, ou en cas de cessation des activités faisant l'objet de l'agrément.

Ils ne sont dus qu'une seule fois pour un agrément ou une autorisation portant sur le même objet.

L'immatriculation et la délivrance d'une autorisation de détention ou d'un certificat d'immatriculation en vertu de l'article 18 de l'arrêté sont faites gratuitement et ne donnent lieu à aucune perception d'un droit ou d'une redevance.

Les droits prévus à l'article 2, § 1, 3° et 4°, et § 2, 3° et 4°, ne sont pas dus pour une demande d'agrément ou pour la délivrance d'un agrément portant sur la tenue d'un musée ou sur la détention d'une collection d'armes de défense ou de guerre ou de munitions pour ces armes par un service de police au sens de l'article 22, alinéa 3 de la loi et des arrêtés pris pour son application, par l'École de criminologie et de police scientifique créée par l'arrêté royal du 14 septembre 1936 modifié par les arrêtés royaux des 18 octobre 1938, 13 octobre 1972 et 15 janvier 1991, par l'Institut National de Criminologie créé par l'arrêté royal du 5 novembre 1971, et par tout établissement agréé par l'autorité compétente pour la formation des membres des services de police précités.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception de l'article 2, § 3, 1° et 2°, qui entre en vigueur le 1er janvier 1992.

§ 2. De rechten die moeten worden betaald bij de uitreiking van de in het besluit bedoelde erkenningen, worden als volgt vastgesteld :

1° Voor een erkenning die betrekking heeft op de vervaardiging, de herstelling, of de opslag van, alsook op de handel of de makelarij in verweervuurwapens, in jacht- en sportwapens of in wapens voor wapenrekken : een bedrag van 10 000 frank.

2° Voor een erkenning die betrekking heeft op de vervaardiging, de herstelling, of de opslag van, alsook op de handel of de makelarij van oorlogsvuurwapens, in verweervuurwapens, in jacht- en sportwapens of in wapens voor wapenrekken : een bedrag van 15 000 frank.

3° Voor een erkenning die betrekking heeft op het openhouden van een wapenmuseum of het bezit van een verzameling oorlogs- en verweervwapens met historische waarde en van munitie voor wapens : een bedrag van 4 000 frank.

4° Voor een erkenning die betrekking heeft op het openhouden van een museum van munitie voor oorlogs- en verweervwapens of het bezit van een dergelijke verzameling met historische waarde : een bedrag van 1 500 frank.

§ 3. De rechten die moeten worden betaald bij de uitreiking van de in het besluit bedoelde machtigingen en vergunningen, worden als volgt vastgesteld :

1° Voor een vergunning tot het voorhanden hebben van een verweervuwapen : een bedrag van ten hoogste 1 350 frank.

2° Voor een vergunning tot het voorhanden hebben van een oorlogswapen : een bedrag van 2 000 frank.

3° Voor een vergunning tot het dragen van een verweervuwapen en voor de aanvraag tot hernieuwing ervan : een bedrag van 3 000 frank.

4° Voor een vergunning tot het bezitten van een opslagplaats van verweer- of oorlogswapens : een bedrag van 5 000 frank.

Art. 3. De rechten bedoeld in artikel 2, met uitzondering van de rechten bedoeld in artikel 2, § 3, 1°, worden betaald door middel van fiscale zegels.

De rechten bedoeld in artikel 2, § 3, 1°, worden voldaan op de volgende wijze :

- 1° 1 000 frank bij het betrokken gemeentebestuur;
- 2° 350 frank door middel van fiscale zegels.

Naast de rechten bedoeld in artikel 2, §§ 1 en 2, kan de gemeente op het grondgebied waarvan de activiteit plaatsvindt waarop de aanvraag tot erkenning betrekking heeft, een bijkomend recht innen, van maximum 10 % van het voormelde bedrag.

Naast de rechten bedoeld in artikel 2, §§ 1 en 2, en die bedoeld in artikel 2, § 3, 2° tot 4°, kan de provincie op het grondgebied waarvan de activiteit plaatsvindt waarop de erkenning betrekking heeft, een bijkomend recht innen, van maximum 10 % van het voormelde bedrag.

De bedragen bedoeld in artikel 2, § 1, 1° en 2°, en § 2, 1° en 2°, worden met de helft verminderd wanneer een vergunning wordt aangevraagd en uitgereikt voor een activiteit, waarvoor in een andere provincie een erkenning is bekomen.

De rechten worden niet terugbetaald in geval van verklaring van niet-ontvankelijkheid, weigering, schorsing, intrekking of beperking van de erkenningen of de vergunningen, noch bij de beëindiging van de activiteiten waarop de erkenning betrekking heeft.

Het recht is slechts eenmaal verschuldigd voor een erkenning of een vergunning die betrekking heeft op hetzelfde voorwerp.

De inschrijving en de afgifte van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen of van een immatriculatiegevoegschrift overeenkomstig artikel 18 van het besluit geschieden kosteloos en hebben niet tot gevolg dat een recht of een retributie wordt geïnd.

De rechten bedoeld in artikel 2, § 1, 3° en 4°, en § 2, 3° en 4°, zijn niet verschuldigd voor de aanvraag en de uitreiking van een erkenning die betrekking heeft op het openhouden van een museum van verweervuurwapens, oorlogsvuurwapens of van munitie voor die wapens, alsook op het bezit van een verzameling van dergelijke wapens of munitie door een politiedienst in de zin van artikel 22, derde lid, van de wet en van de besluiten tot uitvoering ervan, de School voor criminologie en criminalistiek, opgericht bij het koninklijk besluit van 14 september 1936, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 oktober 1938, 13 oktober 1972 en 15 januari 1991, het Nationaal Instituut voor Criminalistiek ingesteld bij het koninklijk besluit van 5 november 1971, alsook door elke instelling erkend door de bevoegde overheid voor de opleiding van de leden van de voormelde politiediensten.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 2, § 3, 1° en 2°, dat in werking treedt op 1 januari 1992.

Art. 5. Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Affaires économiques, Notre Ministre du Budget et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 octobre 1991.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

Le Ministre des Affaires économiques,  
W. CLAES

Le Ministre du Budget,  
Mme W. DEMEESTER-DEMEYER

Le Ministre de l'Intérieur,  
L. TOBBACK

Art. 5. Onze Ministre van Justitie, Onze Minister van Economische Zaken, Onze Minister van Begroting en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 oktober 1991.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

De Minister van Economische Zaken,  
W. CLAES

De Minister van Begroting,  
Mevr. W. DEMEESTER-DEMEYER

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. TOBBACK

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE ET MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE**

F. 91 — 3198

17 OCTOBRE 1991

Arrêté royal sur le Groupe interforças antiterroriste

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66 de la Constitution;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de régler sans retard l'organisation et les compétences du Groupe interforças antiterroriste et qu'il convient dans ce cadre de transférer les crédits nécessaires à son fonctionnement du budget du Ministère de la Justice au budget du Ministère de l'Intérieur;

Considérant que cette opération doit se faire impérativement dans le cadre du budget 1992 et que des dispositions administratives doivent être prises très rapidement à cet effet avant le 1er janvier 1992;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre de la Justice, et de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**CHAPITRE Ier. — Missions**

**Article 1er.** Le « Groupe interforças anti-terroriste », ci-après dénommé « G.I.A. », est chargé, sous l'autorité du Ministre de la Justice et du Ministre de l'Intérieur, de rassembler, d'analyser et d'évaluer le renseignement qui est nécessaire à la prise de mesures de police administrative et de police judiciaire à l'égard d'actes de terrorisme visant la Belgique ou visant les citoyens ou les intérêts belges à l'Étranger.

**MINISTERIE VAN JUSTITIE, MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN OPENBAAR AMBT EN MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING**

N. 91 — 3198

17 OKTOBER 1991

Koninklijk besluit over de Antiterroristische Gemengde Groep

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66 van de Grondwet;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is om onverwijld de organisatie en de bevoegdheden van de Antiterroristische Gemengde Groep te bepalen en de nodige kredieten voor de werking ervan over te hevelen van het budget van het Ministerie van Justitie naar het budget van het Ministerie van Binnenlandse Zaken;

Overwegende dat deze verrichting dwingend moet geschieden in het raam van de begroting 1992 en dat, te dien einde, de administratieve schikkingen zeer snel moeten genomen worden, vóór 1 januari 1992;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, van Onze Minister van Justitie, en van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**HOOFDSTUK I. — Optrachten**

**Artikel 1.** De « antiterroristische gemengde groep » hierna « A.G.G. » genoemd, wordt, onder het gezag van de Minister van Justitie en van de Minister van Binnenlandse Zaken, belast met het verzamelen, het analyseren en het evalueren van de inlichtingen die noodzakelijk zijn voor het nemen van maatregelen van bestuurlijke politie en van gerechtelijke politie ten aanzien van daden van terrorisme tegen België of tegen de Belgische burgers of belangen in het buitenland.